

PLAN DOUANE ET ANTILLES

DES ANNONCES, ENCORE DES ANNONCES...

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ANNONCÉ, JEUDI 30 JANVIER AU SOIR, UN « PLAN DOUANES MASSIF », DES « MOYENS À LA HAUTEUR », UN « CHANGEMENT D'ÉCHELLE » ET UNE MOBILISATION RENFORCÉE AUX ANTILLES. LE TOUT DANS UN GRAND SOUFFLE RÉPUBLICAIN, À QUELQUES SEMAINES D'ÉCHÉANCES ÉLECTORALES....

PLAN « DOUANE MASSIF » ET ANTILLES QUAND LA PAROLE PRÉCÈDE (LARGEMENT) LES MOYENS

On connaît la musique. On attend maintenant la partition. Et surtout... l'orchestre.

Le Président de la République a annoncé, jeudi 30 janvier au soir, un « plan douanes massif », des « moyens à la hauteur », un « changement d'échelle » et une mobilisation renforcée aux Antilles. Le tout dans un grand souffle républicain, à quelques semaines d'échéances électorales. Mais où sont les moyens ?....

Que le narcotrafic soit devenu un enjeu majeur de sécurité, de santé publique et de souveraineté, la CFDT Douane alerte les pouvoirs publics constamment.

Que les Antilles soient aujourd'hui en première ligne, nous alertons depuis des années.

Mais qu'on ne nous fasse pas croire que l'on découvre soudainement la situation !

Parlons sérieusement.

Un « plan douane massif » suppose : des recrutements massifs, des formations adaptées, des équipements réellement opérationnels, une doctrine claire, des conditions de travail soutenables pour les agents et une reconnaissance financière des contraintes et du risque.

Or, la réalité budgétaire est connue de tous : suppressions d'emplois, fermetures de services, restructurations aveugles.

Dans ce contexte, permettons-nous d'être dubitatifs : **où sont, Monsieur le président, les moyens humains correspondant à l'ambition affichée ?**

À moins de considérer que des communiqués remplacent des effectifs et que des discours tiennent lieu de bureaux et brigades.

PENSONS À TOUS LES TERRITOIRES ULTRA-MARIN

La CFDT Douane le dit clairement : un plan Antilles est indispensable. Mais la lutte contre le narcotrafic ne s'arrête pas à Fort-de-France ou Pointe-à-Pitre. Guyane, Mayotte, La Réunion, Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ... **Opposer les territoires entre eux serait une erreur majeure.**

Le narcotrafic est mobile, adaptable et opportuniste.

Mettre une pression sur une zone sans un renfort global de l'ensemble du territoire, c'est générer le déplacement des flux frauduleux, en aucun cas une victoire.

PLAN DOUANE ET
ANTILLES,
FÉVRIER 2026



SCANNERS, OPÉRATIONS « COUP DE POING » ET VIEILLES RECETTES

Annoncer des déploiements massifs de scanners et des opérations « coup de poing » sans parler des effectifs, c'est un grand classique.

Un scanner sans agents, ce n'est pas un outil : c'est un totem budgétaire.

Une opération coup de poing sans renforts pérennes, ce n'est pas une politique publique : c'est un effet d'annonce.

La CFDT Douane le répète : intercepter la marchandise aux frontières coûte moins cher que gérer les dégâts ensuite, humains comme financiers. Encore faut-il une douane en capacité de le faire.

AG OP/CO

L'ANGLE MORT DES ANNONCES PRÉSIDENTIELLES

Un point essentiel est soigneusement absent des discours : la situation des services AG OP/CO.

Ces services, déjà exsangues, sont aujourd'hui gravement pénalisés par les dysfonctionnements persistants des applicatifs (Delta I/E / Gamma 2) dont le déploiement chaotique entrave directement l'efficacité opérationnelle du dédouanement et des contrôles.

Comment prétendre « muscler » la lutte contre les trafics quand les outils informatiques ne fonctionnent pas correctement, quand les agents passent plus de temps à contourner les applications qu'à exercer leurs missions et que les effectifs OP/CO sont à l'os ?

Sans une remise à plat sérieuse des applicatifs et sans renforts humains dans les services OP/CO et les services support, toute ambition affichée restera théorique.

REDIABOLISER LES DROGUES, C'EST BIEN, REDONNER DES MOYENS À LA DOUANE, C'EST ENCORE MIEUX

Les campagnes de sensibilisation ont leur utilité.

Mais elles ne remplaceront jamais : des agents formés, des services dimensionnés, une administration respectée et renforcée.

À FORCE DE PROMETTRE SANS FINANCER, ON FINIT PAR PRENDRE LES AGENTS ET LES CITOYENS POUR CE QU'ILS NE SONT PAS.

